

Ils s'étaient vantés qu'ils accroîtraient notre commerce, mais leurs vantardises se sont écroulées comme un château de cartes et un plus grand nombre d'animaux de ferme qu'à toute autre époque antérieure à 1930 sont restés invendus.

En 1930, le parti a modifié de nouveau sa politique. Des députés se rappellent qu'il a proposé une politique douanière de contrepoids. Certes, les cultivateurs et même les administrateurs les plus habiles ne pouvaient savoir ce qui en résulterait à moins d'aller à Washington. Dès qu'un droit montait à Washington, il devait monter ici. S'il baissait à Washington, il baissait à Ottawa; il s'agissait d'une politique de contrepoids et de rien d'autre. Cette fois, le parti transportait donc à Washington l'élaboration de sa politique douanière.

Il n'y a pas lieu de s'étonner aujourd'hui, monsieur l'Orateur. Le groupe plus jeune dont j'ai parlé sait que de son temps le Gouvernement n'a pas eu besoin d'une saine politique douanière. Il s'est laissé porter par la vague de prospérité mondiale créée par les exigences de l'activité du temps de guerre. Il n'est pas étonnant qu'il n'ait pas eu à appliquer une saine politique douanière. En tout cas, il n'en avait pas. On comprend pourquoi nous n'avons actuellement aucune politique douanière précise à Ottawa, et pourquoi nous faisons la navette pour accepter une politique douanière qui serait rédigée à Genève tout en risquant qu'elle soit modifiée à Washington.

Aujourd'hui, nous faisons les deux tiers de notre commerce avec les États-Unis d'Amérique et seulement le tiers avec le reste du monde. Arrêtons-nous et songeons à cette situation, monsieur l'Orateur. Aucune autre importante nation commerciale ne s'est jamais laissée entraîner dans une situation de ce genre. Jamais aucune autre importante nation commerciale ne s'est appuyée sur une autre nation autant que nous nous appuyons sur les États-Unis. Une telle situation devrait inquiéter le Gouvernement, qui se contente de manifester de la satisfaction et de la suffisance. Comment pouvons-nous oser tolérer un tel état de choses? C'est exactement l'inverse de celui qui existait il y a vingt ans. A cette époque nous vendions environ le tiers de nos produits aux États-Unis et les deux autres tiers au reste du monde.

Je me souviens qu'il est survenu un autre changement de programme. L'honorable représentant de Vancouver-Quadra (M. Green) s'en souviendra aussi. C'est le tarif Fordney-McCumber qui a donné naissance à la situation. Nous ne savions pas au juste quoi faire, mais nous savions qu'il ne fallait pas provoquer les États-Unis. Ce n'est certes pas les provoquer que de leur dire que nous nous

occupons de nos propres affaires. Ce n'est certes pas une provocation que de leur déclarer que s'ils n'acceptent pas nos produits laitiers nous n'importerons pas de succédanés des produits laitiers.

Nous pourrions risquer une attitude énergique, censée et logique à l'égard de la situation, étant donné que nous achetons chaque jour des États-Unis des produits dont la valeur dépasse de près de deux millions de dollars le chiffre de nos exportations à ce pays. L'an dernier, nous avions une balance commerciale défavorable d'au moins 500 millions; cette année elle sera à peu près la même. Pour ce qui est du Royaume-Uni, même si par la faute du Gouvernement nous avons cessé de vendre à ce pays un grand nombre de nos produits importants, nous continuons tout de même à y vendre pour 200 millions de plus que nous n'achetons de lui. Cette considération vaut sûrement qu'on s'y arrête.

L'opposition officielle est d'avis qu'une diminution des impôts s'impose. Nous croyons que nous devrions avoir un plus grand nombre de contribuables et un taux d'impôt moins élevé. Nous croyons cela possible. Nous ne doutons pas de la prospérité future de notre pays. Personne ne peut songer à la grandeur de ce jeune pays, sans s'imaginer au travail non seulement ceux qui sont aujourd'hui sans emploi, mais des centaines, des milliers et même des millions d'autres qui devraient immigrer ici.

Sir Wilfrid Laurier, votre grand et estimé chef, prévoyait que la population de notre pays serait vers 1930 beaucoup plus élevée qu'elle ne l'est aujourd'hui et qu'elle serait de 50 millions en 1950. Sir John A. Macdonald prévoyait la même chose, mais ni l'un ni l'autre ne prévoyait un gouvernement qui camouflerait ainsi les problèmes véritables qui se posent à notre pays. Ils ne prévoyaient pas qu'on viendrait à prononcer un discours du trône qui cacherait les problèmes véritables qui se posent au pays. Je sais qu'il y a des problèmes difficiles. L'amélioration des prestations d'assurance-chômage sera de quelque secours. La chaussée aménagée dans l'Est sera aussi de quelque utilité. Quelques ouvriers seront appelés à ériger quelques monuments et à aménager quelques lieux historiques et j'espère qu'ils seront bien rémunérés.

Même le creusage du Saint-Laurent donnera un peu de travail, mais si on songe aux immenses machines qu'on utilise de nos jours, ce ne sera pas énorme. On peut puiser dans le trésor public et accuser des déficits alors qu'autrefois on réalisait des excédents. On parlait jadis de budgets cycliques, mais il va maintenant être question de budgets circulaires puisque au lieu d'excédents on va avoir des déficits. On peut puiser dans le